

PERMIS DE STATIONNEMENT
N°OT-2023-4213-05

Type(s) d'occupation :

Palissade

Emplacement(s) horodateurs, centre piétons,
arrêt minute et livraison :

Emprise :

**Palissade 20 m²
un bungalow 10m²**

Réf. pétitionnaire :

Affaire suivie par :
Jérôme SKRELA

Adresse(s) de l'occupation :

33, 35, 37 et 39 rue Emile Guichenné

Pétitionnaire :

S.A.S SUDBTP

MONSIEUR POURTAU XAVIER

19 BIS RUE JEAN ZAY

64000 PAU

Le Maire de la Ville de Pau,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L.2213-2, L. 2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L.113-2 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.325-1 à L.325-3 et R.417-10 ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L.2122-1 et L.2125-1 ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu le Règlement de Voirie Communal approuvé par délibération n°25 du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2018 ;

Vu la demande, par laquelle le pétitionnaire sollicite l'autorisation d'installer une palissade au droit des numéros 33 et 35 rue Émile Guichenné et un bungalow de chantier au droit du n°39 rue Émile Guichenné pour effectuer des travaux dans l'immeuble situé 35 rue Émile Guichenné ;

Considérant l'état des lieux effectué le 29 novembre 2023 en présence du demandeur ;

Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le stationnement des véhicules ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – du Lundi 22 Janvier 2024 au Vendredi 02 Février 2024, de façon permanente, le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme gênant au droit des numéros 33 et 35 rue Emile Guichenné, suivant la signalisation mise en place sur les lieux.

Seul le pétitionnaire est autorisé à installer une palissade au droit des numéros 33 et 35 rue Emile Guichenné et un bungalow de chantier au droit du n°39 rue Émile Guichenné.

Le pétitionnaire doit se conformer aux dispositions suivantes :

- La libre circulation des piétons sur le trottoir devra être impérativement maintenue ;
- La palissade assurant la protection du chantier sera constituée par une clôture mobile profilée de 2 mètres de hauteur minimum et sera maintenue par des socles béton amovibles.
- Dès la fin du chantier, la voie publique sera entièrement débarrassée de tout dépôt ;
- Le pétitionnaire mettra en place la signalisation réglementaire afin d'interdire le stationnement 48h avant l'occupation. Il sera responsable de la conformité du positionnement de cette signalisation et devra être en mesure de pouvoir justifier cette installation sur simple demande des services municipaux en cas de litige avec un automobiliste verbalisé ou dont le véhicule a été mis en fourrière ;
- Le présent permis de stationnement est affiché sur les lieux.

ARTICLE 2 – Le pétitionnaire doit s'acquitter de la somme correspondant à la redevance d'occupation du domaine public, ainsi qu'aux droits fixes, tels que déterminés chaque année par délibération et décision du Conseil Municipal.

ARTICLE 3 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté est enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération est effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière sont à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 4 – L'autorisation accordée est révoquée à tout moment si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation l'exige, ou si le pétitionnaire ne se conforme pas aux prescriptions techniques qui lui auront été imposées.

ARTICLE 5 – Dans le cas où le domaine public serait dégradé suite à l'occupation, la réfection totale de la chaussée et du trottoir sera effectuée par le pétitionnaire, dans les huit jours suivant la fin du chantier. Dans le cas contraire ou bien si la réfection n'a pas été exécutée dans les règles de l'art, il sera procédé après mise en demeure, aux réfections nécessaires par les services techniques de la Ville de Pau aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 6 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa notification au pétitionnaire.

ARTICLE 7 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Trésorier Principal Municipal, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire.

Fait à Pau, le 19 janvier 2024



Pour le Maire et par délégation
La Cheffe du Service Occupation du Domaine Public